

Les crises de longue durée se multiplient et ravivent les interactions entre développement et humanitaire

L'urgence bouscule la coopération

LAURA MORALES VEGA

Débat ► «L'aide humanitaire ne peut pas se contenter d'apporter un soutien alimentaire pendant cinq, dix ou vingt ans.» Mardi 24 mai, alors qu'une conférence célèbre la reconduction de la collaboration entre l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) et la Fédération genevoise de coopération (FGC), Jacques Forster, ancien vice-président du Comité international de la Croix-Rouge, met le doigt dans la plaie. Entre les crises sanitaires, l'urgence climatique et les conflits armés qui s'enlissent, les frontières entre la coopération au développement et l'aide humanitaire ont tendance à s'estomper. L'urgence et le long terme s'imbriquant irrémédiablement.

De plus en plus souvent, les organisations actives dans ces deux secteurs de l'aide internationale se retrouvent de fait en cohabitation forcée sur le terrain. «Les deux démarches s'inscrivent dans les mêmes valeurs. Elles ont les deux vocations à promouvoir et protéger la dignité humaine», rappelle Jacques Forster. Les différences conceptuelles résident surtout dans la temporalité dans laquelle s'inscrivent les interventions, le développement impliquant un processus de longue durée.

Maintenir et adapter les projets

Or, dans une situation imprévue où des actions rapides doivent être mises en place, la programmation des projets de développement sera chamboulée. Voir interrompue, sans une intervention d'urgence ciblée.



«Nous n'avons pas besoin du PAM», scandaient des réfugiés somaliens en 2011, protestant contre le manque d'écoute du Programme alimentaire mondial (PAM). Le faible ancrage auprès des populations est une des critiques récurrentes faites aux humanitaires. KEYSTONE

Habitée du terrain, Beata Godenzi, secrétaire générale de l'ONG Enfants du Monde, insiste sur la nécessité de préserver et de s'appuyer sur les relations durables construites avant la crise. Au Burkina Faso, où Enfants du Monde organise un réseau de formation pour les enseignants, de nombreux établissements scolaires ont dû fermer à cause de l'instabilité grandissante. «Nous avons adapté nos approches», explique-t-elle au *Courrier*. «Par exemple, en proposant des formations en ligne

ou en mettant en place des écoles temporaires pour les populations déplacées. Nous introduisons également dans les curriculums des thèmes en lien avec la santé, l'alimentation ou l'assainissement. Grâce à nos collaborateurs locaux, nous avons pu continuer notre activité dans des zones auxquelles nous n'avons plus accès physiquement. Sur place, en tant qu'occidentaux ou représentants locaux d'ONG internationales, nous pourrions être personnellement visés par les groupes rebelles.»

«Nous avons pu continuer notre activité dans des zones auxquelles nous n'avons plus accès physiquement»

Beata Godenzi

Face aux crises, poursuit-elle, l'implantation durable des ONG de développement est un atout. «Pour mener des activités qui assurent une articulation entre l'aide d'urgence et la coopération, il faut avoir tissé des relations de confiance avec les communautés locales. Cela ne peut se faire que sur la durée.»

Un partenariat trop rare dans le monde de l'aide internationale, selon Robert Messe, administrateur de terrain pour le Haut commissariat des Nations

Unies pour les réfugiés (HCR). Il dénonce une aide humanitaire «issue du Nord», trop souvent «américanisée». Il constate que les populations sont trop peu questionnées sur leurs nécessités et salue, a contrario, la proximité établie par des organismes qui s'installent réellement «dans le quotidien des populations».

Rester après la crise

Isabelle Lejeune, coordinatrice et cofondatrice de l'ONG Tourism for help, insiste sur la complémentarité des approches: «Les programmes d'aide d'urgence sont nécessaires. Lors d'une famine, par exemple, il faut trouver de la nourriture immédiatement. Les grandes machines humanitaires se mettent alors en marche. On distribue des sacs de nourriture, mais après il faut bien continuer à manger. Lorsque les humanitaires partent, nous nous restons.»

Un constat partagé par Beata Godenzi: «Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres pour pouvoir répondre de façon appropriée aux populations confrontées à l'insécurité, aux manques de biens, de services essentiels et à la perte de repères familiaux. Pour moi, le plus déterminant pour opérer durablement dans des situations d'urgence, c'est d'investir dans le renforcement de communautés et le pouvoir d'agir des gens. En Suisse comme ailleurs!»

Partager les fonds

La secrétaire générale d'Enfants du Monde se réjouit par exemple de la création de fonds d'investissements mixtes qui reconnaissent la porosité des définitions: «Ainsi, le financement n'est pas lié à la médiatisation de la cause mais à la réalité de terrain.»

Penser le présent, préparer le futur

Parution ► Avec sa revue *Lendemain solidaires*, le CETIM rend plus accessible la critique du mal-développement.

Quelque soixante pages pour décortiquer une facette du (mal-) développement, dans un double souci de rigueur et de vulgarisation: l'ambition de la nouvelle revue digitale *Lendemain solidaires* se lit autant dans son intitulé que dans sa formule. Après un robuste premier numéro consacré en janvier 2022 aux systèmes alimentaires, le second opus est paru fin mai, analysant les racines communes de l'ultraconservatisme et de la mondialisation néolibérale. Avant qu'un troisième numéro ne s'attaque, cet automne, aux déterminants sociaux, économiques et politiques de la santé.

Sertie d'une agréable maquette signée Utopix et de nombreuses portes d'entrées, la jeune publication se propose d'ouvrir ce type de

questionnements à un nouveau public. Sur le fond, en revanche, le Centre Europe tiers monde (CETIM) reste fidèle à son credo, ainsi résumé dans le premier éditio signé Florian Rochat: «Présenter des analyses riches et variées sur les multiples crises auxquelles sont confrontées nos sociétés, et offrir des éléments de réponse stratégique fondés sur les expériences de lutte et le vécu des auteur-es», écrit l'ancien directeur de l'ONG genevoise. Autour du concept maison de «mal-développement», les auteurs et autrices sont appelés à «dépeindre les obstacles à la réalisation du droit au développement et plus généralement des droits économiques et sociaux», détaille le journaliste Léo Ruffieux, coordinateur du projet. Qui insiste sur la nécessité de donner également des pistes pour résoudre ces difficultés.

Originale et courageuse, la seconde livraison analyse les impasses de la démocratie en régime néolibéral et s'attache à décrire comment «les mouvements prétendent 'populistes' exploitent et alimentent la crise prolongée du système dominant». Des «dynamiques totalitaires du mal-développement» identifiées en Inde, Turquie, Brésil ou Philip-

pines mais également dans des pays dits «développés», on pensera à la Hongrie, la Serbie ou encore aux Etats-Unis de Donald Trump.

Un second numéro consacré aux «dynamiques totalitaires du mal-développement»

Thématique, chaque numéro de *Lendemain solidaires* est défini par un comité de rédaction interne, mais l'élaboration des articles est en large mesure décentralisée, avec la volonté de proposer «une grande diversité sociologique et géographique», explique Léo Ruffieux. La revue peut s'appuyer sur la longue expérience du CETIM comme interface entre militant-es et expert-es du Nord et du Sud, ainsi qu'avec les instances onusiennes. «Cet ancrage nous a toujours amenés à lier recherche et action», met en avant M. Ruffieux.

Feu l'économiste Samir Amin, le chercheur Christophe Golay et des paysans et paysannes de Bolivie ou

du Sri Lanka croisaient ainsi leur plume lors du premier numéro. Tandis que Shalmali Guttal, de l'ONG Focus on the Global South, le chercheur Saïd Bouamama et Catherine S. Namakula, vice-présidente du Groupe de travail d'experts onusien sur les personnes d'ascendance africaine, figurent parmi les invité-es du second.

Disposant d'une aide financière de lancement, octroyée à travers la FGC par le canton et la Ville de Genève, le comité de rédaction prévoit de s'astreindre à un rythme trimestriel et mise sur la constitution d'un socle d'abonné-es suffisant d'ici à trois ans afin de pérenniser la publication.

A noter que si la revue a fait le choix du numérique, la formule retenue – pdf et html – ne déstabilisera pas les habitués du papier. «Nous avons voulu un format attrayant et pédagogique pour sortir du cadre strictement savant qui est généralement celui de ce type de revue», résume Léo Ruffieux. **BENITO PEREZ**

Abonnement annuel dès 20 CHF à contracter sur www.cetim.ch.

Lendemain solidaires est à l'honneur en ce mois de juin sur Léman Bleu dans l'émission «Esprit solidaire».

FRANCE/CAMEROUN

BOLLORÉ CONTRAINT DE TENIR SES PROMESSES

La Cour d'appel de Versailles, en région parisienne, a validé jeudi dernier une procédure intentée par plusieurs syndicats et ONG, dont l'EPER, contre la multinationale Bolloré pour obtenir l'application de mesures améliorant les conditions de vie des travailleur-euses et riverain-es de plantations d'huile de palme au Cameroun. Sherpa et neuf autres associations et syndicats français, camerounais, belge et suisse ont saisi la justice en 2019 pour demander la mise en œuvre d'un «plan d'action» conclu en 2013. Ce plan visait notamment à «garantir» «la sécurité au travail» et améliorer les «conditions de transport et de logement» afin qu'il soit «décent» et à réduire le recours à la sous-traitance. **ATS**

SYRIE/FRANCE

HOLCIM NE LÂCHE RIEN

Holcim a assuré jeudi avoir formé un pourvoi en cassation en France, après que la Cour d'appel de Paris a confirmé mi-mai la mise en examen de Lafarge pour «complicité de crimes contre l'humanité» en Syrie. Le géant suisse des matériaux de construction a fusionné en 2015 avec le cimentier français Lafarge, un groupe soupçonné d'avoir versé, via une filiale, plusieurs millions d'euros à des groupes terroristes, dont l'organisation Etat islamique, ainsi qu'à des intermédiaires, afin de maintenir l'activité d'une cimenterie en Syrie. **ATS**

Le contenu de cette page est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la Fédération genevoise de coopération (FGC) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.